

L'enseignement laïc pour tous et notre ultramontanisme

Raymond Grenier

Volume 4, numéro 24, juin-juillet 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/30172ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Grenier, R. (1962). L'enseignement laïc pour tous et notre ultramontanisme. *Liberté*, 4(24), 444–450.

L'enseignement laïc pour tous et notre ultramontanisme

S'il est un pays où un système public d'enseignement laïc est nécessaire, c'est bien le nôtre.

Par respect des droits des agnostiques ou incroyants, bien sûr, droits actuellement bafoués, que vient de rappeler un thomiste aussi distingué que M. Charles de Koninck, ancien doyen de la faculté de Philosophie de Laval.

Mais pas uniquement pour cela, qui est déjà amplement suffisant.

Je ne reviendrai pas sur ces démonstrations faites mille fois depuis un an, si ce n'est pour m'interroger, et me demander s'il n'y a pas un danger particulier chez nous à nous arrêter trop exclusivement à elles. Lorsque je dis, comme j'en suis convaincu, qu'il m'est difficile de penser à un autre pays où un système d'enseignement laïc soit plus nécessaire qu'ici, c'est à autre chose que je pense.

Le Père Brouillé, et tant d'autres comme lui, se trompent lourdement lorsqu'ils croient pouvoir mesurer l'urgence — ou plutôt la non-urgence — d'un enseignement laïc, ici, au Québec, par le seul nombre des agnostiques canadiens-français.

Des milliers de catholiques, dont moi-même, n'auraient rien de plus pressé que d'envoyer leurs enfants dans des écoles semblables aux écoles primaires communales et aux lycées de France, ou leurs homologues en Hollande, par exemple, si seulement nous avions le bonheur d'en posséder. Que l'on consente donc à en faire l'expérience, si l'on est honnête!

J'entends des écoles à l'autre pôle des platitudes offensantes, répandues dans les nôtres, par des manuels, par des revues

soi-disant pédagogiques qui mâchent le travail du "Maître" et qui bourrent le crâne de "L'Elève" d'extraordinaires descriptions de l'enfer, — le tout avec la bénédiction du Département de l'Instruction publique.

J'entends encore des écoles et des lycées comme j'en ai vus en France. Des communales comme celles que mon fils a fréquentées. Il suffisait aux parents d'avertir la direction que leurs enfants devaient aller au catéchisme. Cela se faisait automatiquement. Sans histoire. Si l'enfant était en retenue à l'heure dite, sa punition était reportée à un autre jour.

J'entends des lycées comme celui de Grenoble, par exemple, où l'un des professeurs qui a laissé le meilleur souvenir dans la classe d'histoire fut Daniel-Rops.

Que faisait-il donc, Daniel-Rops, dans un lycée laïc?

Que font-ils tous, ces professeurs catholiques, à la Sorbonne, où ils constituent dit-on, une bonne moitié du corps professoral?

Daniel-Rops et ses collègues de la Sorbonne mériteraient-ils que le P. Brouillé leur fit, comme il l'a fait un soir à Gérard Pelletier, cet extraordinaire reproche d'être "plus anti-intégriste que pro-catholique?..." Cet extraordinaire reproche qui est tout un aveu, et qui me rapproche davantage de ce que je voudrais souligner ici.

Si tant de milliers de catholiques sincères souhaitent ardemment — malgré ce que disent ceux qui revivent actuellement, avec près d'un siècle de retard, ce que Bernanos a appelé "la grande peur des bien-pensants" — s'ils appellent de tous leurs vœux un système d'enseignement tel celui que préconise le "Mouvement laïc", c'est...

premièrement, qu'il est urgent, tant au point de vue social et culturel qu'au point de vue catholique même, de faire enfin sortir le Canada français de la définition ultramontaine — "intégriste", dirait le Père Brouillé — qu'on lui impose comme un masque, de génération en génération, depuis la fin de la Rébellion de 1837-1838; et

deuxièmement, c'est que notre système actuel d'enseignement est principalement, je dirais même mécaniquement, orienté de façon à perpétuer cette caricature de société chrétienne qui, au fond, est, elle, responsable et non pas Jules Ferry, de la déchristianisation de certains secteurs de la population française.

La plupart d'entre vous connaissent, à coup sûr, l'histoire

de l'esprit ultramontain, au XIXe siècle, en France et au Québec. Il est indispensable de lire, pour ce qui nous concerne, un excellent livre de Rumilly, qui s'appelle "Mgr Laflèche et son temps".

En France, on le sait, c'est l'esprit ultramontain qui a été vaincu, lorsque le Cardinal Lavigerie, sur l'ordre du Vatican, rallia l'Eglise française à la République. Le Cardinal Verdier consacra, plus tard, la défaite des ultramontains à tout crin, Mgr Dupanloup, bien pourvu, comme on sait, et même de bon sens, l'emporta, en définitive, sur les furieux — s'il vous faut un nom-symbole, disons sur Louis Veuillot.

En France, maintenant, tout cela est de l'histoire ancienne. Sauf dans certaines régions arriérées, comme en Vendée, par exemple, qui sont justement celles où l'anti-cléricalisme reste encore virulent.

Même dans notre belle province, trois délégués apostoliques, en 25 ans, vinrent tenter, au XIXe siècle, d'apaiser nos Savonnières, donnèrent à trois reprises raison à Mgr Taschereau, évêque de Québec élevé par le Vatican au rang de Prince de l'Eglise, contre l'intolérante équipe de Mgr Bourget, Laflèche et de leurs "Castors", tous convaincus que les 4 Evangiles ont été écrits par 4 Tories.

En 1885, un Jésuite, le Père Picheon fut invité à prêcher à la cathédrale de Québec. Il y prononça une diatribe en règle contre l'école neutre, au grand étonnement du Grand Vicaire Légaré. "Sans doute le bon Père se croyait-il en France, dit celui-ci, ou bien il a cru que sa voix aurait de l'écho jusque dans la mère-patrie. Les gens à toquades me semblent bien nombreux..."

Elle avait déjà bon dos, la France. Ce n'était pas la première fois qu'elle servait d'alibi au trust de l'éducation, qu'on mettait notre "bon peuple" en garde contre "les singeries d'inspiration française", comme dirait M. le Commissaire Gérard Filion.

En 1798, Mgr Hubert, évêque de Québec, montrait comme il est dangereux de voir l'Etat confier l'enseignement "à des hommes sans préjugés". Un "homme sans préjugés", ajoutait-il dans un texte que rapporte M. le Professeur Fernand Ouellet dans la revue des "Recherches Sociographiques" de Laval et dans un style qui rappelle un jugement récent d'un Tribunal de Québec, "c'est un homme opposé à tout principe de religion, qui

prétendant se conduire par la seule loi naturelle, devient bientôt sans mœurs, sans subordination aux lois."

Normalement, tout cela devrait être de l'histoire ancienne, chez nous aussi.

Or, pas du tout! On peut encore aujourd'hui parler à des gens qui, à en juger par leurs propos, leurs jugements ou leurs articles de revue, ne sont pas de ce siècle. Ils devraient être empaillés; mais non, ils parlent, ils écrivent, ils condamnent.

Comment cela se peut-il? Comment expliquer la persistance d'un conditionnement tellement anachronique que personne n'oserait publiquement en avouer les sources: de Bonald, Tardivel, etc. .

Vous savez, comme moi, que notre système d'enseignement est tout d'abord cela: une machine à créer un tel conditionnement, anachronique.

Peu importe le reste. Peu importe si des maîtres qui doivent enseigner le français ne connaissent et ne peuvent enseigner que le "joual", si ceux qui doivent enseigner les mathématiques voient leur enseignement condamné par une proportion honteuse d'échecs chez les élèves, si nos bacheliers — avec leurs beaux B.A. dits "universitaires" qui auraient rang de licences s'ils étaient vraiment des B.A. anglais — comme on affecte de le croire pour toucher des subventions fédérales — et qui devraient leur permettre d'aller, par exemple, à la Sorbonne, comme à un étudiant de Harvard, s'y mettre directement à la préparation d'un doctorat — peu importe, dis-je, si nos bacheliers ne sont, en fait, admis à la Cie Bell que comme de simples "sophomores", c'est-à-dire comme s'ils étaient à deux ans encore d'un "B.A." anglais.

Peu importe cette effarante escroquerie.

Ce qui compte, ce qui importe, ce que l'on défend, c'est le conditionnement ultramontain anachronique.

Il est navrant — je dis qu'il est scandaleux, aux yeux mêmes d'un catholique, que nos écoles continuent encore, en 1962, à conditionner tant de nos jeunes de la sorte.

On est profondément consterné lorsque l'on rencontre de ces jeunes qui ont déjà le réflexe conservateur, réflexe conditionné à la Pavlov, qu'on a frustrés de leur jeunesse d'esprit et de coeur, à qui on n'a pas montré la différence entre savoir et connaître, déjà des vieillards, psychologiquement structurés comme un croulant (de 47 ans, 5 mois et 8 jours . . .).

Réflexes conservateurs, et comment!

Nos ultramontains de 1962, nos "intégristes", s'il faut les appeler par le nom qu'ils préfèrent se donner maintenant, ne brandissent pas leurs foudres pour la première fois, à propos du Mouvement laïc.

Cela, on le tait discrètement en règle générale.

Il faut quand même se rappeler qu'au nom des mêmes principes sacrés, je veux dire de la même façon qu'ils interprètent ceux-ci, ils ont déjà condamné, comme autant d'abominations qui conduisent tout droit l'Eglise à la ruine, le vote des femmes, l'évolution, l'école obligatoire; et j'en passe, vous le savez.

C'est vers 1920 qu'un autre Jésuite, le R.P. Hermas Lalande, écrivit ce monument qui s'intitule "L'Instruction obligatoire", où il démontrait par $A > B$ que "lire, écrire et compter ne sont pas un instrument essentiel et indispensable à la formation morale et intellectuelle du peuple... ni à la sécurité des citoyens, d'une part, à la promotion de la prospérité en faisant aux familles et aux sociétés particulières un milieu qui favorise, dans la liberté, leur développement physique, moral et intellectuel." (J'utilise, pour faire court, un résumé de l'ouvrage paru dans un journal italien et reproduit spécialement au Québec par l'Oeuvre des Tracts).

En d'autres termes, le conditionnement ultramontain qui est ici le but premier de notre enseignement a été et continue d'être un obstacle majeur, le principal, à la promotion sociale et culturelle des Canadiens français.

On ne l'a pas dit de cette façon — mais presque — durant le colloque qui vient de se dérouler, jeudi, vendredi et samedi, à l'Université Laval sur l'état des recherches au Canada français dans les divers domaines des sciences de l'homme.

Toute une génération de chercheurs universitaires, extrêmement dynamique et lucide, désireuse de combler les "vides effrayants" qui subsistent dans nos recherches historiques et sociologiques, se heurte en ce moment même à ce conditionnement stupide qui moule encore notre jeunesse dans de vieilles synthèses n'ayant d'autres fondements qu'une volonté persistante de pouvoir; qui limite leur pensée à des cadres de références souvent mythiques (cf les protestations de M. Michel Brunet) et presque toujours ascientifiques.

Voilà déjà pourquoi j'affirme qu'il n'est pas de pays où un système d'enseignement laïc, analogue à celui qui existe en France, en Hollande et ailleurs, soit plus nécessaire qu'ici.

Il y va de l'avenir de l'intelligence au Canada français.

Voilà aussi pourquoi il est indispensable que ce système d'enseignement laïc ne soit pas réservé aux agnostiques.

Il est extrêmement important, dans un pays comme le nôtre qui est, en effet, de religion catholique dans son ensemble, de donner droit de cité à un catholicisme qui soit autre chose que la théocratie sociale, armée de privilèges souvent payants, qui s'est institutionnalisé ici, au XIX^e siècle, et qui risque actuellement de créer de ses propres mains ce qu'elle dit craindre.

Il faut donner droit de cité à un catholicisme comme celui dont parle actuellement le R.P. Liégé, dans une série de conférences à l'Université de Montréal — et qu'on aimerait bien voir reproduites en entier dans la revue "Actualité"... A une société chrétienne qui ne soit pas tribale et qui reconnaisse ses membres autrement qu'à des tabous communs, qui n'ait pas l'excommunication si facile, qui se laisse travailler comme par un ferment par des Emmanuel Mounier, des journaux comme "Témoignage Chrétien" et n'en exclut pas les lecteurs comme des "Néos" ou des "singeurs" qui n'ont qu'à se taire.

C'est cela que seul un système d'enseignement laïc peut nous permettre d'obtenir.

J'ai connu, à Paris, des quartiers où se posait le problème de déchristianisation. J'en ai même connu à Madrid. C'étaient généralement des quartiers pauvres, pauvres comme une certaine paroisse canadienne-française dont je pourrais donner le nom et dont un vicaire m'a dit qu'une moitié seulement des fidèles allait à la messe dominicale. Il y a eu des "prêtres-ouvriers". Avez-vous jamais entendu parler de "prêtres-notaires" ou de "prêtres-chirurgiens"!

Des études sociologiques existent qui expliquent justement en bonne partie, cette déchristianisation et sa localisation par cela, par cette machine scolaire qui se donne ici le nom de la "confessionalité" et qui, sous ce nom qu'il faut respecter aussi bien que la chose lorsqu'il est honnêtement entendu, perpétue en fait une espèce d'entreprise pavlovienne qu'on est tenté d'appeler "le pire des mondes intellectuels".

Or, cela n'est plus possible. Ça ne peut pas continuer comme ça. Je le dis en pensant à tout ce que j'ai vu, à tout ce que j'ai entendu à l'Institut catholique de Paris, comme journaliste aussi, qui n'a sans doute pas la belle formation du Père Brouillé, mais qui a peut-être eu plus de vrais contacts journalistiques

avec des gens de tous les milieux au cours de sa vie vagabonde; je l'affirme: l'ultramontanisme n'est pas mort, mais il se meurt dans tous nos milieux, non seulement intellectuels mais également populaires. Ceux qui s'y accrochent assument aveuglément une terrifiante responsabilité: celle d'entraîner dans le naufrage de l'ultramontanisme le catholicisme lui-même chez un bien plus grand nombre de Canadiens français que n'en pourrait déchristianiser un système d'enseignement non pas seulement laïc, mais rationaliste, d'ailleurs impensable dans notre société.

Indépendamment du fond même du problème religieux, qui ne voit le drame social et national qui pourrait résulter éventuellement d'une brusque manifestation areligieuse d'une saturation intégriste et ultramontaine au Québec, dans un milieu comme le nôtre où "l'intégrisme", justement, a été délibérément substitué à presque tous les autres moyens d'identification nationale?

Veuillez croire, mesdames et messieurs, que j'ai aussi hâte d'en avoir fini que vous-mêmes...

Je ne me suis si longuement étendu sur cet aspect du "Mouvement laïc" que parce qu'il me semble avoir été un peu négligé et que, de cette négligence, on semble vouloir profiter déjà pour faire d'un futur secteur laïc de notre enseignement un véritable secteur "ségrégationniste", réservé uniquement aux agnostiques.

Il ne faut pas que cela se fasse.

Il y va, je le crois sincèrement, du progrès social et culturel de notre peuple, et, pour un catholique canadien-français, de la possibilité de sortir du XIX^e siècle et d'assumer les responsabilités de notre monde d'aujourd'hui.

Il faut savoir d'avance et dire que si l'on a le malheur — ce n'est peut-être pas une si vaine crainte — d'ouvrir quelques écoles du type laïc mais d'en réserver l'accès aux seuls agnostiques, d'en refuser l'accès aux milliers de catholiques qui voudraient y envoyer leurs enfants à moins qu'ils ne signent quelque formule d'apostasie, si même l'épiscopat faisait une obligation morale grave à ces parents d'opter en faveur des écoles telles que les organise actuellement notre DIP contre les nouvelles écoles laïcs, cela voudrait tout simplement dire que presque tout, quantitativement et qualitativement l'essentiel, chez nous, reste à faire.

Une fois de plus, les Canadiens français seront victimes de l'ancienne escroquerie.

Raymond GRENIER